

Recueil des Actes Administratifs

TOME 2/4

Novembre 2015

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 05 novembre 2015**

**Cotisation à l'association Systèmes d'Informations
Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG-LR)
pour l'année 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974/T/R donnant délégation à Monsieur Bernard TRAVIER, Adjoint au Maire.

Considérant :

- Que l'association Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG LR) regroupe les principaux acteurs de l'information géographique de la région ;
- Que cette association organise notamment une journée professionnelle, ainsi qu'un ensemble de conférences ;
- Que l'adhésion à cette association permet de plus à la Ville de bénéficier sans dépense supplémentaire, de fonds cartographiques onéreux, régulièrement mis à jour.

Décide en conséquence :

- De confirmer l'adhésion de la Ville à l'association SIG LR pour un montant de 500 € pour l'exercice 2015 ;
- D'accepter le versement de la cotisation aux SIG LR ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 500 € sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0315

**OCCUPATION ILLEGALE DU TERRAIN SITUE
419 AV DR FOURCADE PARCELLE DO 135
REFERE-EXPULSION**

DECISION D'ESTER

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la parcelle DO 135 située 419 avenue du Docteur Jacques FOURCADE à Montpellier est occupée illégalement ;
- Qu'un rapport de la police municipale du 19 juillet 2015 a constaté cette occupation ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation dans le cadre d'un référé-expulsion ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :



CONTENTIEUX

Association Vétérinaires pour Tous 34 - Languedoc - Roussillon Recours contre l'arrêté du 04 juin 2015 de stérilisation des populations félines errantes

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances;

Considérant :

- Que l'Association Vétérinaire pour Tous 34 Languedoc-Roussillon conteste (instance n°1504390-5) l'arrêté du 04 juin 2015 de stérilisation des populations félines errantes ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17.09.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :**

Contentieux

Monsieur Serge KOCIAK

**Arrêté de terrasse du 26 mai 2015 délivré à Monsieur
PAULET**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur Serge KOCIAK conteste (instance n°1504359-4) l'arrêté du 26 mai 2015 portant autorisation de terrasse à Monsieur Christophe PAULET ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :



Contentieux

Madame Myriam AIGOUY Recours contre le tableau d'avancement d'auxiliaire de puériculture principal

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que Madame AIGOUY conteste (instance n° 1504334-3) la décision du maire du 14 avril 2015 arrêtant le tableau d'avancement au grade d'auxiliaire de puériculture principal;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :

Contentieux

Monsieur Alain RICHARD

**Recours contre décision du 11 juin 2015 l'affectant au
Secteur Nord**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que Monsieur Alain RICHARD conteste (instance n°150445-3) la décision du 11 juin 2015 l'affectant au Secteur Nord en tant que policier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :

Contentieux

Manuel DOMINGUEZ

Appel contre le jugement du 14 février 2014

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que Monsieur Manuel DOMINGUEZ a vu sa requête tendant à faire annuler son changement d'affection du 16 décembre 2011 et reconnaître le préjudice en découlant rejetée par le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 février 2014 ;
- Qu'il a interjeté appel de cette décision (instance n°14MA01753) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau-Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17.09.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :



**Marché Public - Travaux de rénovation de chaufferies,
de réseaux de chauffage et d'armoires électriques - N°
5D0013 - Avenant n°1 : modification du planning.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Parmi les travaux de rénovation des chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques de 2015, des travaux extérieurs aux prestations du lot 4 dans le groupe scolaire Astruc empêchent le titulaire de ce lot de réaliser les travaux sur le réseau de distribution de chauffage avant la fin du délai contractuellement fixé par le marché (28/08/2015).

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de conclure un avenant afin de modifier le planning d'exécution prévu et fixer la réalisation des travaux sur le réseau à la première semaine des vacances scolaires à savoir du 19 au 23 octobre 2015,
- Que cette modification du planning d'exécution des travaux n'implique pas d'augmentation du montant du marché initial,
- Que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant,

Décide en conséquence :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer l'avenant n° 1 au marché public de travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques N° 5D0013 et, plus généralement, tout document relatif à cet avenant.

Montpellier, le 24.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 25.09.2015
Notifiée le :

Aménagement piéton - Chemin de Poutingon
Avenant N°1 au marché 4C00262301

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en oeuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire, délégué à la Voirie et à Montpellier au quotidien.

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à la passation d'un avenant n° 1 avec l'entreprise Eurovia titulaire du lot 1 voirie pour le marché 4C00262301 Aménagement piéton – chemin de Poutingon pour un montant de **7.891,26 € H.T.** ; soit une plus-value de 8,36 % par rapport au montant initial du marché qui est de **94.352,20 € H.T.**

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D' approuver la passation de cet avenant n° 1 au marché 4C00262301 à conclure avec l'entreprise Eurovia pour un montant de **7.891,26 € H.T.** , ce qui porte le montant total du marché à **102.243,46 € H.T.** ;
- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget principal de la Ville chapitre 917 / nature 45811 / ligne de crédit 25925 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 07.06.2015

Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE



Publiée le : 08.06.2015
Notifiée le :

Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour des prestations informatiques

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R en date du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a besoin régulièrement de prestations informatiques pour la réalisation d'applications, d'outils d'aide à la décision ou de solutions de dématérialisation ;
- Que la Direction des Systèmes d'Information, en fonction de la charge de travail de ses services, n'est pas toujours en mesure de répondre à ces besoins dans le délai souhaité ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet la réalisation de ces prestations ;
- Que l'UGAP a mis en place un marché de Prestations Intellectuelles Informatiques proposant la réalisation forfaitaire de prestations informatiques ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de prestations informatiques selon la procédure en vigueur pour un montant maximum de 150 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitres 900 et 920 ;

Montpellier, le 21.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23.09.2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0379

**Contentieux
SARL LE BRIC-A-BRAC
Refus de terrasse 2015**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL LE BRIC-A-BRAC conteste (instance n°1504500-4) la décision du 17 juin 2015 lui refusant un droit de terrasse pour 2015 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 21 . 09 . 2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ CLJ (SCI) -CARBASSE
Dossier PE 09 V 0038, appel du jugement correctionnel
du 21/11/2013
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par jugement correctionnel n°10139000083 du 21/11/2013, le Tribunal de Grande Instance de Montpellier a déclaré la SCI CLJ et son représentant M. CARBASSE coupables d'infractions d'urbanisme et les a condamnés au paiement d'une amende et à une remise en état des lieux ;
- Que la SCI CLJ et M. CARBASSE ont interjeté appel de ce jugement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21 . 09 . 2015
Notifiée le :

**REFERE-EXPULSION
OCCUPATION ILLEGALE DU TERRAIN OM 33
SITUE 236 RUE DU MAS DE PORTALY
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

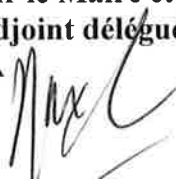
- Que la parcelle OM33 située 236 rue du Mas de Portaly à Montpellier est occupée illégalement ;
- Qu'un rapport de la police municipale du 21 août 2015 a constaté cette occupation ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation dans le cadre d'un référé-expulsion ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 21 . 09 . 2015
Notifiée le :

Contentieux

Monsieur Christian MERLE

Recours indemnitaire du fait de la perte de chance d'être nommé attaché territorial

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Christian MERLE a introduit un recours indemnitaire (n°1504601-3) visant à l'indemniser de sa perte de chance d'être nommé attaché territorial ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17 . 09 . 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



**Publiée le : 21 . 09 . 2015
Notifiée le :**

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0383

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ Henaff Benoit (APPEL)
Appel de la commune de Montpellier contre le
jugement du tribunal administratif de Montpellier du
16/07/2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un jugement n°1303925 du 16/07/15, le tribunal administratif de Montpellier a annulé l'arrêté d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 13 00024 du 28/02/13 ;
- Que la commune de Montpellier souhaite interjeter appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :

**INONDATIONS A LA CRECHE CAMBON
COUR D'APPEL 15/03997 - SAS BEC
CONSTRUCTION / VILLE DE MONTPELLIER ET
AUTRES
APPEL CONTRE LE JUGEMENT DU 4 MAI 2015
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acheté auprès de la SAS ICADE des locaux de la résidence « Central Parc » en l'état futur d'achèvement afin d'y aménager, notamment, une crèche.
- Que la SAS ICADE, maître d'ouvrage, avait confié les travaux de construction de la résidence à la SAS BEC CONSTRUCTION dans le cadre d'un marché de travaux du 29 mars 2010 et les travaux de réalisation du patio avaient été sous-traités par la SAS BEC CONSTRUCTION à la SA COLAS ;
- Que le 1^{er} novembre 2011, à la suite de fortes intempéries ayant causé des inondations dans le local de la crèche, la Ville a effectué un référé-expertise ;
- Qu'il ressort du rapport d'expertise du 13 septembre 2012, que les inondations provenaient du patio de la résidence et que la responsabilité des désordres était imputée pour moitié à la SAS ICADE et pour l'autre à la SA COLAS ;
- Qu'à la suite de l'assignation de la SAS ICADE devant le TGI de Montpellier en ouverture du rapport d'expertise, elle a été jugée responsable des désordres et la SAS BEC a été condamnée à la garantir totalement tandis que la responsabilité de la SA COLAS a été écartée ;

- Que la SAS BEC CONSTRUCTION a exécuté le jugement du 4 mai 2015 en versant à la Ville l'indemnisation de 201 686€ et a interjeté appel contre ce jugement ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17 .09. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21. 09. 2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ LABORDE Pierre
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 14V0151 M01

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 23/03/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la Société RIVAGE PROMOTION, visant à modifier la volumétrie de l'immeuble de 5 logements objet du PC n° 34172 14V0151, situé impasse Cité Gelly ;
- Que M. LABORDE Pierre a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 22/07/15 sous le n° 1504073-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21 . 09 . 2015
Notifiée le :

**MONTPELLIER c/ Consorts CHARBONNIER
LAYSSAC**
**Fixation du prix du bien préempté (IA 2015-1313),
cadastré HL 0307, devant le juge de l'expropriation**
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la commune a décidé de préempter le bien des consorts CHARBONNIER LAYSSAC, cadastré HL 0307, situé 20 et 22 rue Lamartine ;
- Qu'aucun accord amiable n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21 . 09 . 2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ VIDAL JOSEPH
(FDI PROMOTION)
Recours en suspension et annulation contre l'arrêté n°
PC 34172 14V0196

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 10 mars 2015, Monsieur le Maire a accordé un permis de construire à la SAS FDI PROMOTION, en vue de procéder à la construction d'un immeuble collectif, 1803 rue Gaston Bachelard ;
 - Que M. VIDAL JOSEPH a formé deux recours auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 29/07/15.
- Le premier visant à suspendre la décision, référencé n°1504201 et le second visant à obtenir son annulation, référencé n° 1504203.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 17 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21 . 09 . 2015
Notifiée le :

**Avenant n°1 au lot n°1 du marché "Elaboration d'une
trame verte et bleue urbaine" N°2M1822**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté N° 2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine;

Considérant :

- Que la Ville a attribué le lot n°1 du marché N°2M1822 à la société BIOTOPE, sise 22 bld Maréchal Foch 34140 Mèze
- Qu'il y lieu d'établir un avenant pour prolonger la durée du marché d'un an , soit jusqu'au 30 septembre 2016, pour les motifs suivants :
 - o Les inventaires de juin 2015 n'ont pas pu être réalisés comme planifiés initialement car les travaux d'aménagement et les plans de gestion des sites n'étaient pas suffisamment avancés.
 - o La zone d'étude doit être modifiée, 2 sites sur 5 diagnostiqués ont subi des changements :
 - La plaine de Combemale est abandonnée pour des questions de maîtrise foncière et de contraintes de milieu.
 - La zone d'étude des berges du Lez est étendue de près de 2 kms de plus.
- Que le montant du marché reste inchangé, car la suppression d'un site compense l'extension de l'autre site, ainsi le montant total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 0 € HT.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 avec l'entreprise BIOTOPE ;
- De dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2015 de la Ville, section d'investissement 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25.09.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**

Publiée le : 06.10.2015
Notifiée le :

**Cotisation 2015 à l'Association des Villes pour la
Propreté Urbaine**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1989 du 05 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Adjointe au Maire déléguée à la Propreté ;

Considérant que:

- La Ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations;
- Pour l'année 2015, il est proposé de renouveler l'adhésion à : l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU) pour un montant de 2 000, 00 €.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de cette cotisation à l'AVPU pour un montant de 2 000, 00 € (non soumis à la TVA);
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Direction de l'Espace Public au chapitre 928, nature 6281 ;
- D'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21.09.15

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 24.09.2015
Notifiée le :

**Ecole Madeleine Brès - Construction de trois classes et
d'un préau - lot 1 : gros oeuvre, VRD. Marché
3D0360269.
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2010/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/103 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n° 3D0360269 pour l'extension de l'école Madeleine Brès ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché 3D0360269 – Lot 1 : Gros œuvre - VRD ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 relatif au marché 3D0360269 – Lot 1 : Gros œuvre - VRD ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de procéder à l'extension de l'école Madeleine Brès ;
- Que pour réaliser ces travaux, un appel d'offres comportant 10 lots à attribution séparée a été publié sous la référence 3D0360269 ;
- Que le lot n° 1 : Gros œuvre - VRD a été attribué à l'entreprise AZUARA pour un montant de 131 693 € H.T ;
- Que la réglementation relative au désamiantage a évolué ;
- Que l'inspection du travail demande que dans le cadre des travaux de désamiantage les mastics des fenêtres soient pris en compte ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 ayant pour objet des travaux supplémentaires pour un montant de 2 910 € H.T. portant le montant du marché à 134 603 € H.T, soit un pourcentage d'augmentation du montant initial du marché de 2,21 % ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville 2015 et suivants. Ligne de crédit : 24177 / Fonction 90211/ Nature 2313 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 18.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0392

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'exécution- la production; la mise au net
et fabrication/production graphique de supports de
communication
MAPA 5B0085**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 70 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification ; afin de choisir un prestataire en vue de l'exécution-production : mise au net et fabrication/ production graphique de supports de communication pour la réalisation définitive de documents ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 10/07/2015 et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Graphic Désign a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la société Graphic Désign à Sommières (30250) ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920, 922, 923, 924, 925, 928 et 929 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire et Monsieur le 1^{er} Adjoint à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 28 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 06 . 10 . 2015
Notifiée le :

**Construction du groupe scolaire André Malraux : lots
3.4.5.7.8.10.
Avenants n° 1 - marché 3D0463**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33 3° alinéa et 57 à 59, et 50 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2010/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/102 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n°3D0463 pour la construction du groupe scolaire André Malraux ;
- Vu les rapports d'avenant n°1 relatifs au marché n° 3D0463 – lot n° 3 « Espaces Verts », lot n° 4 « Menuiseries intérieures bois – Mobilier », lot n° 5 « Plâtrerie – Doublage - Faux-plafonds », lot n° 7 « Revêtement carrelage sol et mur », lot n° 8 « Peinture - Nettoyage de finition » et le lot n° 10 « Electricité - Courants faibles et forts » ;
- Vu les projets d'avenants n°1 correspondants ;
- Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'offres du 8 septembre 2015 à la passation d'un avenant n° 1 avec les lots n° 7 « Revêtement carrelage sol et mur », n° 8 « Peinture - Nettoyage de finition » et n° 10 « Electricité - Courants faibles et forts » dans la mesure où ces marchés sont augmentés de +5 % ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction du groupe scolaire André Malraux ;
- Que pour réaliser ces travaux, un appel d'offres comportant 12 lots a été publié sous la référence 3D0463, a été attribué pour les lots 3, 4, 5, 7, 8 et 10 comme suit :

Lots	Désignation	Titulaire du marché
3	Espaces Verts	POUSSE CLANET
4	Menuiseries intérieures bois - Mobilier	DUCROT
5	Plâtrerie – Doublage - Faux-plafonds	SOCIETE FRONTIGNANAISE DE PLATRIERIE (SFP)
7	Revêtement carrelage sol et mur	ART ET TECHNIQUE DU BATIMENT (ATB)
8	Peinture - Nettoyage de finition	LANGUEDOC CHANTIER
10	Electricité - Courants faibles et forts	SPIE

- Que divers travaux supplémentaires doivent être exécutés à la demande du bureau d'études structure, du bureau de contrôle, du concessionnaire réseaux ;
- Que l'ensemble de ces missions nécessite un délai supplémentaire pour leur exécution (date de fin du marché initialement prévue le 26/07/15) ;

Décide en conséquence :

- D'approuver les avenants n° 1 relatifs aux lots 3, 4, 5, 7, 8 et 10 du marché n° 3D0463 « Construction du groupe scolaire André Malraux ».
- Ces avenants modifient le marché de la manière suivante :

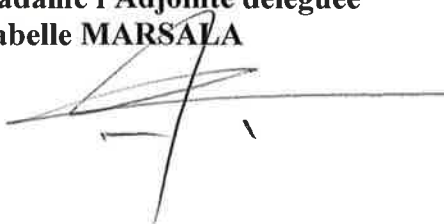
Lots	Désignation	Titulaire du marché	Montant initial du marché (en € H.T.)	Montant total de l'avenant (en € H.T.)	Nouveau montant du marché (en € H.T.)	Variation du marché (en%)	Nouvelle date de fin du marché
3	Espaces Verts	POUSSE CLANET	34 892,28	553,00	35 445,28	+ 1,58	26/09/2015
4	Menuiseries intérieures bois - Mobilier	DUCROT	524 052,10	524 052,10	Pas d'incidence financière	0	26/11/2015
5	Plâtrerie – Doublage - Faux-plafonds	SOCIETE FRONTIGNANAISE DE PLATRIERIE (SFP)	338 020,00	11 366,00	349 386,00	+ 3,36	26/09/2015
7	Revêtement carrelage sol et mur	Art et Technique du Bâtiment (ATB)	231 621,20	18 853,68	250 474,88	+ 8,14	26/11/2015
8	Peinture - Nettoyage de finition	Languedoc Chantier	88 200,60	9 970,00	98 170,60	+ 11,30	26/11/2015
10	Electricité - Courants faibles et forts	SPIE	564 281,64	28 200,00	592 481,64	+ 4,99	26/09/2015

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville : Programme 2014P02, Opération 13D06470, Fonction 902 - 213, Nature 2313, Ligne de crédit 24232 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, à signer les avenants n° 1 avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tous documents relatifs à ces affaires ;

Montpellier, le 23/09/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 24/09/2015
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0394

**Marché à bon de commande n°5C00118330.
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
réalisation d'études préalables relatives à des
opérations d'aménagement sur la commune de
Montpellier.
Attribution du lot 1 (études urbaines et paysagères) et
du lot 2 (études VRD)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2504/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN, adjointe déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement durable.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'études préalables relatives à des opérations d'aménagement sur des secteurs restreints de la ville de Montpellier ;
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études du 23 Juillet 2015 au 13 Aout 2015 inclus, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, **M. Nicolas BOUDIER de l'Atelier A5** (ayant répondu au lot 1) et le bureau d'études **SITETUDES** (ayant répondu au lot 2) ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le lot 1 du marché précité à M. Nicolas BOUDIER de l'Atelier A5 pour un montant minimum de 8.000 € HT et de 24.000 € HT maximum ;
- d'attribuer le lot 2 au bureau d'études SITETUDES pour un montant minimum de 4.000 € HT et de 8.000 € HT maximum ;
- de relancer ultérieurement le lot 3 qui est infructueux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, Nature : 2031 - Fonction : 908 241.

Montpellier, le 25.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 30.09.2015
Notifiée le :

PEGASE
**Convention de mise à disposition de fourreaux de
télécommunications par la Ville de Montpellier
à ZAYO France**
Abroge et remplace la décision n° 2015/0371

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en oeuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'infrastructures de télécommunications qu'elle se propose de mettre à la disposition des opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement du parc IBM situé au Millénaire ZAYO FRANCE a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une infrastructure de télécommunications.
- Qu'après négociation, ZAYO FRANCE a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - redevance annuelle fixée à 1,6€/m/an/fourreau.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre ZAYO FRANCE et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser M. le Maire ou M. le Premier Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24.09.2015

Pour M. le Maire, M. le Premier Adjoint, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier

Méditerranée Métropole

Max LEVITA



Publiée le : 28.09.2015

Notifiée le :

Renouvellement de l'adhésion et cotisation au Club des Villes et territoires cyclables pour l'année 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/2514/T/R donnant délégation à Mylène CHARDES ;

Considérant :

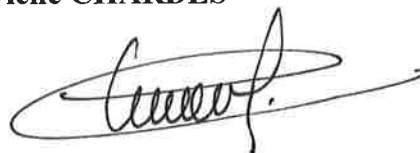
- Que le club des villes cyclables est depuis une vingtaine d'années un acteur majeur dans la promotion de politiques cyclables, de réalisations d'aménagements cyclables et du développement de la pratique des modes doux sur l'ensemble du territoire national et particulièrement à Montpellier ;
- Qu'il rassemble aujourd'hui plus de 1300 Collectivités territoriales, Agglomérations, Villes, Départements et Régions. Sa démarche d'ouverture et de conciliation entre toutes les formes de modes de transport, associée à des compétences marquées aussi bien sur les plans technique, réglementaire que pédagogique, en font un acteur incontournable dans l'accompagnement de politiques en faveur du vélo et des modes alternatifs à l'automobile.
- Que présent dans l'organisation des Trophées du vélo dont l'écho, le club des villes cyclables participe également à la mise en place d'autres événements de renom tels que « Vélo-City », la « Semaine de la mobilité et de la sécurité routière », ou toutes autres actions et animations, de même que des congrès sur la pratique du vélo, très utiles pour enrichir les réflexions des collectivités sur le sujet.
- Que ses adhérents, dont la Ville de Montpellier fait partie, profitent de « Lettres » régulières d'information, de dépêches, de fiches conseils, sur nombre de sujets tels que le partage de la rue, les déplacements scolaires et domicile – travail ou bien le transport à la demande. Ils peuvent par ailleurs bénéficier d'un accompagnement dans la mise en œuvre des actions et des politiques locales de mobilité durable.
- Que la qualité, l'énergie et les compétences déployées par ce club depuis environ 20 ans au service du vélo et des modes doux à l'échelle nationale et locale encourage la Ville à soutenir pleinement et financièrement ses actions.
- Qu'il est proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au Club des villes et territoires cyclables et de valider le versement de la cotisation d'un montant de 5917,49 € (exonéré de TVA) pour l'exercice 2015.

Décide en conséquence :

- d'approuver l'adhésion au Club des villes et territoires cyclables.
- d'accepter le versement de la cotisation au Club des villes et territoires cyclables d'un montant de 5917,49 € (exonéré de TVA) pour l'année 2015.
- de prélever le montant de la dépense pour un montant de 5917,49 € (exonéré de TVA) sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville au chapitre 928241.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 29.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Mylène CHARDES



Publiée le : 06.10.2015
Notifiée le :

Droit de préemption urbain
Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville
Propriété SNC les Hirondelles
1579 route de Mende bât C cadastrée AS 306

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu la décision du 18 septembre 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété SNC Campus les Hirondelles située 1579 route de Mende (bâtiment C) et cadastrée section AS 306 ;

- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;

- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;

- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 28 juillet 2015, Me Alcaix, notaire à Lyon (69455) a déposé pour le compte de la SNC Campus les Hirondelles une déclaration d'intention d'aliéner, reçue en Mairie le 30 juillet 2015, 218 studios de 14m² vendus à la découpe constituant le bâtiment C de la copropriété du 1579 route de Mende, cadastrée section AS 306, au prix de 75 000 € HT l'unité, TVA sur marge variable en sus;

- que par décision du 18 septembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de ladite propriété SNC Campus les Hirondelles située 1579 route de Mende (bâtiment C).

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété SNC Campus les Hirondelles située 1579 route de Mende (bâtiment C) et cadastrée section AS 306, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 24. 09. 2015
Monsieur le Maire

Publiée le : 25. 09. 2015
Notifiée le :

**Mise en sécurité du Tunnel de la Comédie - Maîtrise
d'oeuvre - Avenant n° 1 au marché 3C0340 -
Autorisation de signer**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier, lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2012/T/R en date du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint délégué à la Voirie et à Montpellier au quotidien ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la Commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que par décision n° 2013/0284 en date du 18 septembre 2013, le pouvoir adjudicateur a confié à la société INGEROP sise 17 chemin de la Dhuy – BP 167 – 38244 MEYLAN, le marché de maîtrise d'œuvre d'exécution pour le suivi des travaux de mise en sécurité du Tunnel de la Comédie ;
- Que ce marché référencé 3C0340 a été conclu pour une période de trois ans à compter de sa notification, en date du 2 octobre 2013, pour un montant initial de 89 700,00 € H.T ;
- Que des prestations ont été déjà réalisées par la société INGEROP dans le cadre de l'assistance à maîtrise d'œuvre :
 - examen de la conformité des études d'exécution par rapport au projet et délivrance du visa préalable à tout commencement d'exécution (VISA) ;
 - suivi des travaux exécutés - direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
 - assistance aux opérations de réception (AOR) ;

- Que l'avenant n° 1 a pour objet d'augmenter le montant de ce marché pour les motifs ci-après :

Lors de la réalisation des opérations de mise en sécurité du tunnel de la Comédie en 2014 et 2015, des travaux supplémentaires ont été sollicités par la CNESOR (Commission Nationale d'Evaluation de la Sécurité des Ouvrages Routiers), le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) et le CSU (Centre de Supervision Urbain) ;

Les principaux travaux supplémentaires requis sont les suivants :

- modification du type de caméras pour une homogénéisation avec celles déjà utilisées par le CSU ;
- mise en place d'un système de sonorisation pour répondre à la demande du CSU et de la CNESOR. En effet, depuis l'installation du système de détection automatique d'incident dans le tunnel, le nombre d'alarmes indiquant la présence de piétons dans l'ouvrage a fortement augmenté ;
- ajout d'une interface pour la prise en compte du futur panneau à messages variables implanté à l'entrée du tunnel pour informer les usagers de la fermeture de celui-ci et les inviter à suivre l'itinéraire de déviation ;
- ajout de procédures statistiques pour le suivi du fonctionnement des ventilateurs et de l'éclairage ;
- modification de la ventilation du tunnel afin de répondre aux exigences de l'Instruction Technique 2006-20 ;
- étude pour l'installation de panneaux de limitation de vitesse ;
- mise en place d'un équipement radio type INPT pour les services de secours (SDIS34) ;

L'ensemble de ces demandes a généré des prestations supplémentaires de suivi et de gestion administrative de la part de la société INGEROP :

- augmentation des journées d'études du chef de projet et des ingénieurs confirmés, pour un montant de 5 450,00 € H.T ;
- augmentation des journées de suivi des travaux et des essais, pour un montant de 4 563,00 € H.T, soit une plus-value de 10 013,00 € H.T du montant initial H.T du marché ;

- Qu'ainsi le montant total de l'avenant n° 1 en plus-value au marché est fixé à 10 013,00 € H.T ;

Le montant total du marché est donc porté à 99 713,00 € H.T et la plus-value de l'avenant n° 1 s'élève à 11,1 % du marché ;

Décide en conséquence au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'approuver la passation de l'avenant n° 1 au marché n° 3C0340, à conclure avec la société INGEROP pour un montant de 10 013,00 € H.T ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, ligne de crédit 25941, chapitre 45811-917 ;

Montpellier, le 29.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 06.10.2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat d'un fourgon PC mobile pour le
service de la Police Municipale.
(n°5B0042)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, 1^{er} Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition d'un fourgon PC mobile pour le service de la Police municipale, de manière à assurer une continuité dans la chaîne de commandement lors de services exceptionnels au plus près du site concerné, permettant de recevoir tout administré qui désire se rapprocher du service de police municipale en secteur décentralisé,
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée le 31 mars 2015, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à procédure adaptée (n°5B0042),
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique pour 60%, et le prix des prestations pour 40%,
- Que la société **SCOP SA PROCAR DEMAS**, 13 Avenue de la Sèvre, 85700 SAINT MESMIN, a présenté l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse,

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « achat d'un fourgon PC mobile pour le service de la Police municipale » précité avec la société **SCOP SA PROCAR DEMAS** pour un montant de **79.330 € HT**.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2182, chapitre 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur le 1^{er} Adjoint, à signer ce marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 28 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 06 . 10 . 2015
Notifiée le :

252

Théâtre Jean Vilar, saison 2015-2016
Convention de co-accueil avec l'association Montpellier
Danse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint délégué à la Culture;

Considérant :

- Que la Ville, *via* le théâtre Jean Vilar, a décidé de co-accueillir, avec l'association Montpellier Danse, la création *Point zéro* du chorégraphe Mitia Fedotenko dans la saison 2015-2016 ;
- Que deux représentations seront données au théâtre Jean Vilar, les 13 et 14 janvier 2016 ;
- Qu'il convient de formaliser les conditions de ce co-accueil ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de co-accueil, jointe en annexe, entre la Ville de Montpellier et l'association Montpellier Danse ;
- De dire que les partenaires se répartiront les coûts conformément au budget prévisionnel évalué à 14 332 €, également joint en annexe, soit une estimation de 7 196 € à la charge de chacun des partenaires ;
- De dire que les recettes induites par ces représentations, estimées à 4 500 €, seront également partagées entre la Ville et Montpellier Danse ;
- De dire que la Ville aura ainsi à sa charge 50% du résultat de cette création, soit une estimation de 4 946 € ;
- De dire que les sommes correspondantes seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAMIER**

Publiée le : 12/10/2015
Notifiée le :

**Avenant de transfert pour la «Maintenance de la
plateforme de sécurité Internet»
Marché 5B0054**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par décision en date du 21 mai 2015, le Maire de la Ville de Montpellier a attribué le marché de « Maintenance de la plateforme de sécurité Internet » à la société NEXTIRAONE pour une durée de deux ans, pour un montant total maximum de 56 000 euros HT sur la durée du marché ;
- Que la société précitée a fait l'objet d'une cession à la société NXTO France au 28 juin 2015 ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues ;

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant de transfert de ce marché de maintenance au profit de la société NXTO France, sise 30 cours Albert 1er – 75008 PARIS ;
- D'autoriser M. le Maire ou M. l'Adjoint délégué à signer l'avenant de transfert dudit marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 08/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 13/10/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat d'un massicot
professionnel d'imprimerie.
(5B0132)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition d'un massicot professionnel d'imprimerie, pour le Service Achats et Production Graphique, de la Ville de Montpellier.
- Qu'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°5B0132), a été lancée en date du 02 septembre 2015, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à procédure adaptée.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient :
 - La valeur technique pour 60%
 - Le prix des prestations pour 40%
- Que la société **HEIDELBERG**, 24 b avenue de la demi-lune, Bâtiment Orion, 95 700 Roissy en France, a présenté une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat d'un massicot professionnel d'imprimerie » précité avec la société **HEIDELBERG** pour un montant de **33 750 € HT**.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget *investissement* de la Ville, nature **2188**, chapitre **920**.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur le Premier Adjoint, à signer ce marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 02.06.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 06.06.2015
Notifiée le :

255

**Marché public: réalisation et commercialisation de
trois catalogues d'exposition photographique pour le
Pavillon Populaire
n°5B0130**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, adjoint délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite faire réaliser et commercialiser des catalogues dédiés aux expositions photographiques du Pavillon Populaire ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 18 mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, les éditions HAZAN, 11 rue Paul Bert, 92247 Malakoff, ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de réalisation et commercialisation de 3 catalogues d'exposition photographique pour le Pavillon Populaire aux éditions Hazan, pour un montant global de 58 150 € HT (offre de base à 56 850 € HT et option 3 pour un catalogue, à 1 300 € HT) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser M. le Maire ou M. l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Publiée le : 13/10/2015
Notifiée le :

Montpellier, le 12/10/2015
Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER



**Décision complémentaire à la décision n° 2014/0407
Marché de prestations de maintenance multi technique
des installations du parc zoologique de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1983/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire, délégué à l'Ecologie Urbaine ;

Considérant :

- Que la maintenance préventive, corrective et évolutive des installations du zoo de Montpellier est indispensable à la sécurité et au bien-être des animaux, du personnel et du public, ainsi qu'au bon fonctionnement du site ;
- Que le parc zoologique n'est pas en mesure d'effectuer cette maintenance par ses propres moyens ;
- Qu'il est nécessaire de confier à un prestataire extérieur la réalisation des prestations de maintenance multitechnique des installations du parc zoologique de Lunaret ;
- Qu'en conséquence, un marché public de services a été lancé, conformément au Code des Marchés Publics, sous la référence 4D044 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres de la commission d'appel d'offre du 25 septembre 2014 que SPIE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que la décision d'attribution initiale n°2014/0407 mentionne des montants utilisés pour le jugement des offres et qu'il est donc nécessaire de la compléter.

Décide en conséquence :

- De retenir l'offre de SPIE SUD OUEST - PA Marcel Dassault - 170 rue Henri Farman - BP 70339 - 34435 SAINT JEAN DE VEDAS CEDEX, pour un montant minimum de 50 000 euros hors taxe et d'un montant maximum de 350 000 euros hors taxe annuel ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc de Lunaret - Nature 2031 - Fonction 823 - Ligne de crédit 2297 ;
- La durée du marché étant d'une année à compter de la notification, de pouvoir reconduire par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

- De charger Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ; d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le



06.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 13.10.2015

Notifiée le :

**CCAS de la Ville de Montpellier - Audit patrimonial
Marché n° 5B0133**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réaliser un audit patrimonial du CCAS de la Ville de Montpellier ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé sous la référence n° 5B0133 ;
- Que la durée du marché est : 8 mois
 - o Remise du rapport d'audit : 6 mois
 - o Echanges avec la Ville suite à la remise du rapport : 2 mois
- Que les critères de jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique : 60 %
 - o Prix : 40 %
- Qu'après analyse, le groupement STRATEGIES LOCALES / P3G Ingénierie ayant pour mandataire STRATEGIES LOCALES – 166 Bd Montparnasse, 75014 PARIS - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0133 « CCAS de la Ville de Montpellier – Audit patrimonial » au groupement STRATEGIES LOCALES / P3G Ingénierie pour un montant de 41 500 € HT réparti comme suit :
 - o STRATEGIES LOCALES : 26 500 € HT
 - o P3G Ingénierie : 15 000 € HT
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, fonction 920020, nature 617.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 08.10.2015
Notifiée le :

**Avenant de transfert du marché des "Obsèques des
personnes dépourvues de ressources suffisantes-2014"
n° 4B0074**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1977/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, adjointe déléguée à l'Etat-Civil et aux Affaires Militaires.

Considérant :

- Que, par décision n° 2014/0199 du 23/07/2014, le marché pour les « Obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes » a été attribué à l'entreprise services funéraires de Montpellier-Agglomération pour un montant de 65 220 € H.T., pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible 2 fois.
- Que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a, par délibération en date du 30 octobre 2014, délégué la gestion du service public extérieur des pompes funèbres et du crématorium.
- Que la SAEML SFMA de Montpellier Méditerranée Métropole constituée le 1^{er} janvier 2015 est titulaire du marché pour les « Obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes » par transfert de compétences des services funéraires de Montpellier-Agglomération.
- Que le nouveau titulaire du marché s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial avec une durée inchangée.

Décide en conséquence :

- D'autoriser M. le Maire ou Mme l'Adjointe déléguée à signer l'avenant de transfert de ce marché pour les « Obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes » des Services Funéraires de Montpellier-Agglomération à la société SAEML-SFMA.

Montpellier, le 09.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 13.10.2015.
Notifiée le :

Accord cadre n°5C0010815
fourniture de matériel adapté destiné aux
aménagements de postes pour les personnes en
situation de handicap

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2490/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour les agents en situation de handicap, par la procédure d'accord cadre.
- Que cet accord cadre comporte les quatre lots suivants :

Lot 1 : Mobilier, fauteuils et repose-pieds destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap

Lot 2 : Périphériques informatiques et matériels divers adaptés destinés à l'aménagement de poste pour le personnel en situation de handicap

Lot 3 : Matériel spécifique destiné à compenser la déficience auditive

Lot 4 : Matériel spécifique destiné à compenser la déficience visuelle

- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 8 juillet 2015, suivie d'une négociation, conformément aux articles 28-1 et 76 (accord cadre) du code des Marchés Publics, le pouvoir adjudicateur a proposé de retenir les offres suivantes :

Lot 1 : la SARL DESIGN + 2012 avenue de Toulon 83260 LA CRAU qui a présenté l'offre la plus avantageuse appréciée en fonction des critères de jugement de l'accord cadre ;

Lot 2 : la SARL DESIGN + 2012 avenue de Toulon 83260 LA CRAU qui a présenté l'offre la plus avantageuse appréciée en fonction des critères de jugement de l'accord cadre ;

Et de relancer les lots 3 et 4 en MAPA, suite à l'absence de réponse à la consultation initiale.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la SARL DESIGN + pour une période initiale d'un an, reconductible 2 ans, pour un montant annuel de :
 - 48090€ maximum pour le lot 1
 - 8514€ maximum pour le lot 2 ;

- D'imputer cette somme sur la ligne budgétaire du Service Prévention des Risques Professionnel : chapitres 920 et 905 pour les lots 1 et 2 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou M. le Conseiller Municipal délégué aux ressources humaines à signer ce marché ;
- De déclarer les lots 3 et 4 infructueux et de les relancer ultérieurement.

Montpellier, le 04.06.2015

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 08.06.2015
Notifiée le :



**FOURNITURE D'ENCRE ET D'ADDITIFS POUR
LES IMPRIMANTES A JET D'ENCRE DES
CHAINES DE CONDITIONNEMENT DE LA
CUISINE CENTRALE - MAPA N° 5A2086**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510 en date du 3 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Que les imprimantes à jet d'encre des chaînes de conditionnement de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires doivent être équipées de cartouches d'encre et d'additifs spécifiques ;
- Que seule la société MARKEM IMAJE, constructeur et installateur des imprimantes est en mesure de fournir ces cartouches d'encre et ces additifs ;
- Qu'il est indispensable d'imprimer les informations exigées par la réglementation sur les opercules des barquettes destinées aux repas des enfants des restaurants scolaires ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de fourniture d'encre et d'additifs pour les imprimantes à jet d'encre des chaînes de conditionnement de la Cuisine Centrale, sans publicité ni mise en concurrence selon le dernier alinéa de l'article 28 et le 8° du paragraphe II de l'article 35 du code des marchés publics, à la société MARKEM IMAJE, 9 rue Gaspard Monge, 26101 BOURG-LES-VALENCE CEDEX, pour un montant annuel de 1 718 € HT, soit 6872 € sur 4 ans. Le marché est conclu pour une période de 1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction, soit une durée totale de 4 ans,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Restauration Scolaire : CRB 1300 – Nature 60631 – Fonction 922/511 – Ligne de crédit 1503,
- D'autoriser M. le Maire ou Mme l'Adjointe déléguée à signer le marché, et plus généralement tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 06.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 12.10.2015
Notifiée le :



**Marché public relatif à la manifestation "Coeur de
Ville en lumières 2015"
- n° 5C0018 -**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015-1984 du 05 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire, déléguée aux Affaires Economiques;

Considérant :

- Que par délibération n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 le Conseil Municipal a validé les principes de l'organisation de la manifestation « Cœur de Ville en lumières ». Ce projet consiste en la mise place d'un parcours original, touristique, culturel et ludique, sur environ 3 km, par projection 2D et 3D (video mapping) sur les façades de l'Arc de Triomphe, de la Préfecture, de l'église St Roch et de l'église St Denis – Et par mise en lumière ou animations sur le thème de la lumière de l'hôtel St Côme, de l'Arche Jacques Cœur et du presbytère St Roch . Cette manifestation se déroulera le temps d'un week-end de trois jours consécutifs ; les 17, 18 et 19 décembre 2015, de 18h30 à 21h30.
- Qu'une procédure a été lancée selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 30 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché alloti (7 lots) à prix global et forfaitaire. La durée de ce marché s'étend de la notification à la remise en état des lieux suite au déroulement de la manifestation.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour l'ensemble des 7 lots :
 - Qualité esthétique et artistique des projets
 - Valeur technique
 - Prix des prestations
- Qu'après analyse, l'entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse est :
 - Pour le lot 1 la société MONUMENTIEL
 - Pour le lot 2, le lot 3, le lot 4, le lot 5, le lot 6 et le lot 7 la société ID SCENES/SPECTRE LAB

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Cœur de Ville en lumières » à l'entreprise :
 - A la société MONUMENTIEL pour le lot 1 pour un montant de 24 534 € HT, soit TTC 29 440, 80 € ;
 - A la société ID SCENES/SPECTRE LAB
 - Pour le lot 2 : 35 000 € HT, soit 42 000 € TTC ;
 - Pour le lot 3 : 29 980 € HT, soit 35 976 € TTC ;

- Pour le lot 4 : 19 980 € HT, soit 23 976 € TTC ;
 - Pour le lot 5 : 13 985 € HT, soit 16 782 € TTC ;
 - Pour le lot 6 : 5 300 € HT, soit 6 360 € TTC ;
 - Pour le lot 7 : 10 895 € HT, soit 13 074 € TTC.
-
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville - CRB 127 - nature 6238 – Fonction 929;
 - D'autoriser M. le Maire ou Mme l'Adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 09.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 13.10.2015

Notifiée le :



**Convention d'occupation de salles
Palais Universitaire Sportif Veyrassi**

**Université Montpellier – Ville de Montpellier
Saison sportive 2015 - 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1976 du 2 Juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux en soirée dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- que l'Université de Montpellier, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville des créneaux sur le parquet et dans les salles de sports collectifs, de musculation et de judo après 18h, avec une remise de 50% ;
- que la Ville pourra bénéficier des mêmes conditions financières pour la réservation du parquet de la halle pour des manifestations de 5 jours pendant les week-ends (hors vacances scolaires) ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université Montpellier, du 14 septembre 2015 au 26 juin 2016, pour la somme de 27 551.49 € T.T.C.
- d'autoriser M. le Maire ou M. l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, ligne de crédit 1770, nature 924, fonction 613-2.

Montpellier, le 14/10/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT**

Publiée le : 16/10/2015
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ BOUKRICHE Mohamed
Dossier PE 34172 13V0021
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. BOUKRICHE Mohamed a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 7 rue de l'Université et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ GIROD Evelyne
Dossier PE 34172 13V0020
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Mme GIROD Evelyne a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 4 rue du Père Bonnet et qu'elle est poursuivie pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 09/10/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

Contentieux

Monsieur Serge KOCIAK

**Recours contre l'arrêté du 26 mai 2015 portant
autorisation de terrasse à Monsieur Christophe
PAULET**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Serge KOCIAK a introduit un recours en annulation (n°1504359-4) contre l'arrêté du 26 mai 2015 portant autorisation de terrasse à Monsieur Christophe PAULET ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

Contentieux
COMMUNE DE MONTPELLIER c/ M. PINLOU
Alexandre (APPEL)
Appel de M. PINLOU Alexandre contre le jugement
du Tribunal Administratif de Montpellier du
01/07/2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un jugement du 01/07/2015, référencé n°1303003, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête présentée par M. PINLOU Alexandre, visant à obtenir l'annulation de l'arrêté n° PC 34172 12 V0301 autorisant M. et Mme St-Lô à édifier une maison individuelle, rue Lino Ventura ;
- Que M. PINLOU Alexandre a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 01/09/2015, par le dépôt d'une requête référencée 15MA03720 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ M. et Mme GLATZ
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 15V0021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 27/07/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SASU CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER, visant à procéder à la construction d'un immeuble de 46 logements, 32 rue des Amaryllis ;
- Que M. et Mme GLATZ ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 25/09/15 sous le n° 1505256-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 29/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

Direction Proximité et Citoyenneté
Clôture de la régie de recettes
pour la location de salles de la Maison de la
Démocratie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu la décision n°2012/0044 du 06/02/2012, relative à la création de la régie de recettes pour la location de salles de réunions à la Maison de la Démocratie ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 05/10/2015 ;

Considérant :

- Que l'activité ne suscite plus de mise à disposition de salle à la Maison de la Démocratie, il convient de clôturer la régie de recettes.

Décide :

- Qu'à compter du 01 octobre 2015, il est mis fin à la régie de recettes pour la location de salles à la Maison de la Démocratie.
- Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives de recettes ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur de recettes.

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut M. l'Adjoint délégué, à signer cette clôture et plus généralement tout document relatif à cette affaire.
- Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 15.10.2015
Notifiée le :

Convention d'occupation du Jardin de la Reine avec l'association "Jardin de la Reine"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine.

Considérant :

- Que le jardin de la Reine, propriété de la Ville depuis 2013 est un Espace Boisé Classé au PLU, d'une surface de 4500m2 et doit être protégé ;
- Que la Ville souhaite encadrer et réglementer l'ouverture au public afin que les Montpelliérains puissent découvrir, en toute sécurité, ce joyau de nature en plein cœur de ville en attendant son aménagement conformément à son statut d'espace historique classé ;
- Que l'Association « Jardin de la Reine » est en mesure d'organiser les visites et préserver le site.

Décide en conséquence :

- De passer une convention d'occupation du site avec l'association Jardin de la Reine, sise 1 rue Jardin de la Reine, présidée par Mme Passouant Marie-Claude ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 20.10.2015
Notifiée le :





**ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC 5D00082300
MAINTENANCE ET REPARATION DES
OUVRAGES D'ART ET DES OUVRAGES DE
SOUTÈNEMENT**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à la passation d'un marché de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des ouvrages de soutènement sur la Ville de Montpellier ;
- Qu'une consultation a été lancée le 1^{er} Juillet 2015, selon une procédure adaptée, conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande à prix unitaires d'une durée d'un an reconductible 3 fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
valeur technique de l'offre (60%) - prix de la prestation (40%) ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans un avis rendu dans sa séance du 29 Septembre 2015 , a retenu l'offre du groupement SAS GAUTHIER/RCA/LABEDAN comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché 5D00082300 au groupement SAS GAUTHIER/RCA/LABEDAN pour un montant minimum annuel de 150 000 € H.T. et maximum annuel de 600 000 € H.T. ;
- De dire que la dépense sur le budget principal de la Ville chapitre 917 / nature 45811 / ligne de crédit 25925 ;

- D' autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement , tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue .

Montpellier, le 13/10/2015

**Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE**



Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ ERRABIY Fatiha
Décision de défendre
Dossier PE 34172 13V0006

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Mme ERRABIY Fatiha a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 20 rue Philippe Castan et qu'elle est poursuivie pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

**Clémence VUILLEMET / Commune de
MONTPELLIER, TA 1503875, RECOURS EN
RESPONSABILITE, DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Clémence VUILLEMET, assistante maternelle agréée, est employée par la Ville de MONTPELLIER depuis le 2 mai 2013 ;
- Qu'elle a accueilli la fille de Mme CONTURA dans le cadre d'un contrat d'accueil ;
- Qu'une altercation a eu lieu entre Mme VUILLEMET et Mme CONTURA ;
- Que Mme VUILLEMET engage la responsabilité de la Ville pour des fautes qui auraient été commises à la suite de cette altercation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

**INONDATIONS A LA CRECHE CAMBON
COUR D'APPEL 15/03997 - SAS BEC
CONSTRUCTION / VILLE DE MONTPELLIER ET
AUTRES
APPEL CONTRE LE JUGEMENT DU 4 MAI 2015
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acheté auprès de la SAS ICADE des locaux de la résidence « Central Parc » en l'état futur d'achèvement afin d'y aménager, notamment, une crèche.
- Que la SAS ICADE, maître d'ouvrage, avait confié les travaux de construction de la résidence à la SAS BEC CONSTRUCTION dans le cadre d'un marché de travaux du 29 mars 2010 et les travaux de réalisation du patio avaient été sous-traités par la SAS BEC CONSTRUCTION à la SA COLAS.
- Que le 1^{er} novembre 2011, à la suite de fortes intempéries ayant causé des inondations dans le local de la crèche, la Ville a effectué un référé-expertise.
- Qu'il ressort du rapport d'expertise du 13 septembre 2012, que les inondations provenaient du patio de la résidence et que la responsabilité des désordres était imputée pour moitié à la SAS ICADE et pour l'autre à la SA COLAS.
- Qu'à la suite de l'assignation de la SAS ICADE devant le TGI de Montpellier en ouverture du rapport d'expertise, elle a été jugée responsable des désordres et la SAS BEC a été condamnée à la garantir totalement tandis que la responsabilité de la SA COLAS a été écartée.
- Que la SAS BEC CONSTRUCTION a exécuté le jugement du 4 mai 2015 en versant à la Ville l'indemnisation de 201 686€ et a interjeté appel contre ce jugement.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 19.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20.10.2015

Notifiée le :

CONTENTIEUX

Madame Michèle MARTINEZ Recours contre l'arrêté du 15 septembre 2015

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame Michèle MARTINEZ conteste l'arrêté du 15 septembre 2015 la réintégrant et la plaçant en disponibilité d'office par un recours au fond (n°1505287-3) et un référé-suspension (n°1505288-3);
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ THEZE Arièle
Recours en annulation de l'arrêté n° PC 34172
14V0108

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 09/02/2015, Monsieur le Maire a accordé un permis de construire à ACM, en vue de procéder à la construction de 63 logements sociaux et d'une agence ACM, 484 rue des Papyrus ;
- Que Mme THEZE Arièle a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 15/07/2015 sous le n° 1503928-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ AHMITTI Abdellah
Dossier PE 34172 13V0077
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. AHMITTI Abdellah a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 4 rue du Faubourg de Figuerolles et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :

**CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SBAI Allal
Dossier PE 34172 13V0004
Décision de défendre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. SBAI Allal a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 11 rue de Lantissargues et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 09/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/10/2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de deux transporteurs électriques,
d'un godet malaxeur à béton et d'une remorque porte
mini pelle pour le Zoo de Lunaret
(5B0100)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de deux transporteurs électriques, d'un godet malaxeur à béton et d'une remorque porte mini pelle pour le Zoo de Lunaret.
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n° 5B0100), a été lancée le 30 juin 2015, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, la durée du marché se confond avec le délai d'exécution.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Transporteurs électriques)** étaient les suivants :
 - * Le prix pour **50%**
 - * La valeur technique pour **40%**
 - * Le coût d'utilisation pour **10%**
- Qu'après analyse, la société **AGRISUD SARL**, PAE la BAUME, 34 290 SERVIAN, pour le **lot 1**, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Godet malaxeur)** étaient les suivants :
 - * Le prix pour **50%**
 - * La valeur technique pour **40%**
 - * Le coût d'utilisation pour **10%**
- Qu'après analyse, la société **CEVENNES MOTOCULTURE**, 33 rue de l'Abrivado, 30 000 NIMES, pour le **lot 2**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Remorque porte mini pelle)** étaient les suivants :
 - * Le prix pour **60%**

285

* La valeur technique pour 40%

- Qu'après analyse, la société **GLIOZZO MANUTENTION**, ZAE les hauts de Fabrègues, 18 avenue du Général De Gaulle, 34 690 **FABREGUES**, pour le **lot 3**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de deux transporteurs électriques, d'un godet malaxeur à béton et d'une remorque porte mini pelle pour le Zoo de Lunaret (5B0100) » précité :

- Avec la société **AGRISUD SARL** pour le **lot n°1** pour un montant total de **27 000 € HT**.

- Avec la société **CEVENNES MOTOCULTURE** pour le **lot n°2** pour un montant total de **7 700 € HT**.

- Avec la société **GLIOZZO MANUTENTION** pour le **lot n°3** pour un montant total de **5 100 € HT**.

- De dire que la dépense sera imputée sur le **budget investissement** de la Ville, nature **2182**, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} Adjoint délégué aux Finances à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 08/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 13/10/2015
Notifiée le :

Achat de mobilier scolaire à l'UGAP - MAPA 5D0059

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Qu'il y lieu de procéder aux remplacements et aux nouvelles dotations de mobilier scolaire dans les écoles de la Ville ;
- Qu'aujourd'hui, il n'y a pas de marché en cours de ce type à la Ville de Montpellier ;
- Que l'UGAP permet de passer commande dans des conditions tarifaires intéressantes pour la Ville ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser les commandes de mobilier scolaire auprès de l'UGAP pour un montant maximum de 400 000€ HT sur une durée d'un an
- De dire que la dépense est inscrite au budget investissement de la Ville, fonctions 902212 – 902211, nature 2184
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire .

Montpellier, le 13/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 16/10/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Acquisition de vidéoprojecteurs pour les
écoles et prestations de maintenance associées
Marché N° 5B0116**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'équiper progressivement les cent vingt-deux écoles publiques de moyens de projection et d'en garantir et assurer le fonctionnement ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 20 juillet 2015, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix 60%
 - Valeur technique 40 %
- Qu'après analyse, la société ORDISYS sise 145 rue Michel Debré – Mas des Abeilles – 30900 NIMES a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse pour chacun des 2 lots ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification pour les :
 - Lot 1 : Acquisition de vidéoprojecteurs
à la société ORDISYS pour un montant total maximum de 70 000 € HT sur la durée du marché.
 - Lot 2 : Prestations de maintenance associées
à la société ORDISYS pour un montant total maximum de 10 000 € HT sur la durée du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 19.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 20.10.2015
Notifiée le :

**Marché à bons de commande passé selon une
procédure adaptée pour l'acquisition de bouteilles de
vin production issue du vignoble du Mas Nouguier N°
5B0135**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté N°2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine ;

Considérant :

- Que la Ville adhère à la coopérative les Vignerons du Pic, sise 285 avenue de Sainte Croix -34820 ASSAS, afin d'améliorer la vinification en Grés de Montpellier pour une partie de la récolte du vignoble du Mas Nouguier, et de ce fait commande le vin de sa production à la cave.
- Qu'une procédure a été lancée, sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article 28 II du Code des Marchés Public, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'un an.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché sans publicité ni mise en concurrence « acquisition de bouteilles de vin production issue du vignoble du Mas Nouguier » à la SCA Les vignerons du Pic , pour un montant maximum de 60 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, section de fonctionnement 920 et 928 .
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché et, plus généralement , tout document relatif à cette affaire .

Montpellier, le 14.10.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**



Publiée le : 20.10.2015
Notifiée le :

Convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à l'Université Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de clients ;
- Que pour les besoins de raccordement l'Université de Montpellier a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire d'environ 27300 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, l'Université Montpellier a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit 65 520 € environ.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre l'Université Montpellier et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19.10.2015

Pour M. le Maire, M. le Premier Adjoint, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Max LEVITA



Publiée le : 20.10.2015
Notifiée le :



Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ GOURIOU Catherine
Renvoi suite à annulation du jugement du 31/12/13

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêt du 22/01/15, la Cour Administrative d'Appel de Marseille a annulé le jugement du 31/12/13 ayant rejeté les requêtes n° 1105775-1 et 1303609-1 présentées par Mme GOURIOU Catherine ;
- Que l'affaire a été renvoyée devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans une instance référencée n° 1501142 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 19.10.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 20.10.2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ RADIER André
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 15V0025

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que par un arrêté du 29/04/15, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a refusé un permis de construire à l'INDIVISION RADIER, visant à procéder à la construction d'un immeuble de 14 logements, 6 boulevard Berthelot ;
- Que M. RADIER André a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 09/09/15 sous le n° 1504850 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 19.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 20.10.2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0444

**Saisine de la Commission Consultative des Services
Publics Locaux - 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'examiner au titre de l'exercice 2014 :
 - Le rapport du délégataire de service public concernant le réseau de chaleur et de froid,
 - Le rapport du délégataire de service public concernant la crèche Joséphine Baker,
 - Le rapport du délégataire de service public concernant la fourrière automobile,
 - Les rapports des délégataires de service public concernant les parcs de stationnement,

Décide en conséquence :

- De saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux à la date du 13 octobre 2015 à 15h00 pour les affaires indiquées ci-dessus.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19.10.2015

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 20.10.2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0445

**EXPERTISE JUDICIAIRE
COMMUNE DE MONTPELLIER / DESORDRES
MAISON POUR TOUS ROSA LEE PARKS**

DECISION D'ESTER

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la maison pour tous « Rosa-Lee PARKS » située dans la ZAC de MALBOSC a ouvert ses portes en novembre 2009 ;
- Qu'à la suite des intempéries de l'automne 2014 classées catastrophes naturelles par arrêtés ministériels du 8 octobre et du 4 novembre 2014, la maison pour tous a subi de nombreux désordres et notamment un désordre majeur qui est le soulèvement de la dalle du niveau R-1;
- Qu'à la suite d'une déclaration auprès de la SMACL pour dommages aux biens, le cabinet d'expert a conclu que les désordres pourraient avoir pour origine un défaut de construction ;
- Que l'avocat de la SMACL a engagé une procédure d'expertise judiciaire au nom de la Ville pour déterminer l'origine des désordres et établir les responsabilités ;
- Que la Ville souhaite que ses intérêts soient défendus par un avocat autre que celui de son assureur ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 19.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20.10.2015
Notifiée le :

Marché public
Grammont – Construction des Vestiaires 12
Marché n° 5D0027

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2496/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint au Maire, délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de construire des vestiaires à Grammont ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée comportant 11 lots a été lancé sous la référence n° 5D0027 conformément à l'article 28 du code des marchés publics ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique : 60 %
 - o Prix : 40 %
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 22 septembre 2015, a considéré que, pour ces 11 lots, les entreprises suivantes avaient présenté les offres économiquement les plus avantageuses :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Adresses</i>
1	GROS ŒUVRE	EMF	BP 10 34670 Baillargues
2	ETANCHEITE	MASSILIA ETANCHEITE	Z.A. de l'Agavon 1 Bis Avenue Emile Zola 13170 Les Pennes-Mirabeau
3	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	JC DEBAILLES	ZI de Vendargues 920 Avenue des Bigos 34740 Vendargues
4	SERRURIE	CFM SARL	ZA La Garrigue 410 Avenue André Ampère 34170 Castelnau le Lez

5	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	DUCROT	630, Rue des Fournels 34400 Lunel
6	FAUX PLAFONDS - CLOISONS	FPI	PAE La Tour 264 Rue Denis Papin 34 570 Montarnaud
7	CARRELAGE – FAIENCE	SOCAMO	354, rue Gustave Courbet ZAC Charles Martel 34750 Villeneuve les Maguelone
8	PEINTURE	CORNIL	ZA - 40 avenue du Progrès 34820 Teyran
9	ISOLATION – ENDUITS EXTERIEURS	CH. RAVALEMENT	1225 Chemin de Moularès Résidence Le Cèdre Bâtiment A 34070 Montpellier
10	CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE, SANITAIRE	SANITHERMIC	70 av. des cocardières Parc d'Activités Via Domitia 34160 Castries
11	ELECTRICITE	ENERGYS	Campus du Golf 8 rue des Vergers 34130 Mudaison

Décide en conséquence :

- D'attribuer les 11 lots du marché n° 5D0027 « Grammont – Construction des Vestiaires 12 » ainsi :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Prix offre H.T. Base</i>	<i>Prix offre H.T. PSE</i>	<i>Prix offre H.T. Total</i>
1	GROS ŒUVRE	EMF	448 339,63		448 339,63
2	ETANCHEITE	MASSILIA ETANCHEITE	29 500,00		29 500,00
3	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	JC DEBAILLES	49 166,99		49 166,99
4	SERRURIE	CFM SARL	30 030,00		30 030,00
5	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	DUCROT	13 941,51		13 941,50
6	FAUX PLAFONDS - CLOISONS	FPI	14 137,00		14 137,00
7	CARRELAGE – FAIENCE	SOCAMO	62 388,00		62 388,00

8	PEINTURE	CORNIL	9 486,64	1 656,20 5 135,36	16 278,20
9	ISOLATION – ENDUITS EXTERIEURS	CH. RAVALEMENT	6 160,00		6 160,00
10	CHAUFFAGE, VENTILATION, PLOMBERIE, SANITAIRE	SANITHERMIC	149 800,00		149 800,00
11	ELECTRICITE	ENERGYS	34 702,96		34 702,96
	TOTAL		847 652,73	6 791,56	854 444,29

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, ligne 25736, fonction 904411, nature 21318 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 21/10/2015
Notifiée le :

**Convention d'occupation du Domaine public
Mise à disposition d'un local sur le site de l'Ancien
Hôtel de Ville à titre gracieux
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04/05/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville la mise à disposition de locaux sur le site de l'Ancien Hôtel de Ville pendant la période du 12 octobre au 20 novembre 2015,
- Que la Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action de la Métropole pour promouvoir et assurer l'essor des entreprises sur son territoire.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la mise en disposition de locaux sur le site de l'Ancien Hôtel de Ville à titre gracieux au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, du 12 octobre au 20 novembre 2015 ;
- Que la convention de mise à disposition sera annexée à la présente décision ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22/10/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23/10/2015
Notifiée le :

**ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES
ENREGISTREURS DE TEMPERATURE DES
VEHICULES FRIGORIFIQUES DE LIVRAISON DE
REPAS DE LA CUISINE CENTRALE
MAPA N° 5A1692**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510 en date du 3 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, adjointe déléguée à la Réussite éducative ;

Considérant :

- Que les 11 véhicules frigorifiques de livraison de repas de la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires sont équipés selon la réglementation en vigueur d'un système GPS d'enregistrement permanent des températures ;
- Que l'entretien et la maintenance de ces matériels ainsi que la gestion de l'application informatique d'accès à ces enregistrements sur le site web dédié étaient assurés jusqu'à cette année par la société CARRIER TRANSICOLD France, seule entreprise en mesure d'assurer cette prestation en sa qualité de constructeur/installateur du matériel et de propriétaire/concepteur des systèmes Datacold et Coldtrans permettant la gestion, la programmation et l'accès aux informations fournies par les enregistreurs ;
- Qu'il est indispensable de poursuivre cette prestation afin d'assurer le bon fonctionnement de ces matériels et de rester en conformité avec la réglementation ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché d'entretien et de maintenance des enregistreurs de température des véhicules frigorifiques de livraison des repas de la Cuisine Centrale, sans publicité ni mise en concurrence selon le dernier alinéa de l'article 28 et le 8° du paragraphe II de l'article 35 du code des marchés publics, à la société CARRIER TRANSICOLD France, MIN de Rouen, avenue du Commandant Bicheray, 76108 ROUEN CEDEX 1, pour un montant annuel de 3 564 € HT, soit 10 692 € HT sur 3 ans. Le marché est conclu pour une période de 1 an reconductible 2 fois par tacite reconduction, soit une durée totale de 3 ans,

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Direction de la Restauration Scolaire : CRB 1300 – Nature 61551 – Fonction 922/511 – Ligne de crédit 1509,
- D'autoriser M. le Maire ou l'adjoint délégué à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 27.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 29.10.2015
Notifiée le :



**Construction du groupe scolaire A. MALRAUX
Aménagements extérieurs - marché 4C0010 - avenant
n°1 - Sté COLAS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative ;
- Vu la décision n° 2014/0263 du 5 août 2014 attribuant le marché de travaux n°4C0010 « Construction du groupe scolaire André Malraux » - Lot « Aménagements extérieurs » ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif à ce marché ;
- Vu le projet d'avenant n°1 correspondant ;

Considérant :

- Que pour la construction du groupe scolaire A. Malraux, à la suite d'un appel d'offres infructueux concernant les lots « Aménagements Extérieurs » et « Ascenseur », un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 4C0010 afin d'attribuer ces lots ;
- Que le lot « Aménagements extérieurs », a été attribué à la Société COLAS Midi Méditerranée, pour un montant de 62 867,90 € HT ;
- Que divers travaux supplémentaires doivent être exécutés à la demande de l'instructeur des aménagements extérieurs de la collecte de l'agglomération ;
- Que le nouveau montant du marché est : 65 894,20 € HT, soit un pourcentage d'augmentation du marché de 4,81 %.

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 relatif au marché n° 4C0010 « Construction du groupe scolaire André Malraux » – Lot « Aménagements Extérieurs » pour un montant de 3 026,30 € HT.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville : Programme 2014P02, Opération 13D06470, Chapitre 902, Fonction 213, Nature 2313, Ligne de crédit 24232.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'adjointe déléguée, à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 22.10.2015
Notifiée le :

**Extension du logiciel e-temptation et acquisition du
module HQ ressources - marché 5C001411 attribué à
la SA Horoquartz**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n°2015/2510/T/R du 2 Juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Qu'une consultation a été lancée le 11 septembre 2015 pour une «extension du logiciel e-temptation aux agents des écoles et des crèches et l'acquisition du module HQ ressources » conformément à l'article 28.II du code des marchés publics ;
- Qu'il convient de mettre en place un outil de planification et de gestion du temps des agents des écoles et des crèches ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - Valeur technique 60%,
 - Prix 40%

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché négocié 5C001411 à la société Horoquartz SA, 12 rue M. Labrousse, Technoparc 2, bât 7, BP 13713, 31037 Toulouse Cedex 1, pour une durée de quatre ans et un montant total maximum de 180 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville LC 21451, chapitre 902, sous fonction 213, nature 2051 ;
- D'autoriser M. le Maire ou, à défaut, Mme l'adjointe déléguée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le


Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

26.10.2015

Publiée le : 28.10.2015
Notifiée le :

**Construction du groupe scolaire Malbosc-Croix de
Lavit**
**Mission de contrôle technique - marché à procédure
adaptée 5B0131**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, Déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier une mission de contrôle technique pour la construction du groupe scolaire Malbosc - Croix de Lavit ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la référence n° 5B0131 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique : 60 %
 - o Prix : 40 %
- Qu'après analyse, le bureau de contrôle Bureau Véritas situé Agence Métropole Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon Immeuble l'Optimum - Z.A.C. Blaise Pascal - 451, Rue Denis Papin - 34000 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5B0131 au bureau de contrôle Bureau Véritas pour un montant de 34 960 € H.T ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902, fonction 213, nature 2031 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 21.10.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 22.10.2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0453

**Décision d' Ester Protection Fonctionnelle BENDALI
Fatiha et MARTIN José/ DOS SANTOS Alfonso,
BURY Florient, POREE Kévin et X**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2490/T/R du 02/06/2015 donnant délégation de signature à M. Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller délégué aux Ressources humaines.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense de la Ville, de Mme BENDALI Fatiha et de Mr MARTIN José par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés/DOS SANTOS Alfonso, BURY Florient, POREE Kévin et X dans le cadre de l'agression dont ont été victimes Mme BENDALI Fatiha, Brigadier Chef Principal, et Mr MARTIN José, Brigadier Chef Principal dans l'exercice de leurs fonctions, le 4 août 2015.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville, de Mme BENDALI Fatiha et de Mr MARTIN José devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & Associés ;
- De verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville, prélevées sur la ligne budgétaire 14810 ;
- D'autoriser M. le Maire ou le conseiller délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le

20.10.2015

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 22.10.2015
Notifiée le :

**Convention d'Occupation du Domaine Public
Mise en place, exploitation et fourniture de trois
photocopieurs et d'un changeur de monnaie
dans l'hôtel de Ville.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération 2014/569 du 17 Décembre 2014 relative aux tarifs 2015 pour la Ville de Montpellier ;
- Vu l'arrêté 2015/1977 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme Lorraine ACQUIER ;

Considérant :

- Qu'afin de répondre à la demande de nombreux usagers de l'Hôtel de Ville de mettre en place des photocopieurs pour permettre l'accomplissement de diverses démarches administratives, la Ville a lancé une consultation d'entreprises spécialisées pour l'occupation du domaine public concernant la mise en place, l'exploitation et la fourniture de trois photocopieurs et d'un changeur de monnaie dans l'hôtel de Ville ;
- Qu'une procédure a été lancée le 29 septembre 2015, remise des offres le 12 Octobre 2015 à 15h00 conformément aux dispositions de l'article 28-I du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à procédure adaptée ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Maintenance et entretiens des photocopieurs (40%) ;
 - Délai d'intervention en cas de dérangement (40%) ;
 - Prix de la photocopie (20%).
- Qu'à la suite de cette consultation, la société PHOTOMATON, a présenté l'offre répondant aux besoins exprimés ;

Décide en conséquence :

- D'établir et signer une convention d'occupation du domaine public avec la société PHOTOMATON, 4 rue de la Croix Faron, 93217 La Plaine Saint Denis Cedex, qui exploitera les trois photocopieurs et le changeur de monnaie et percevra les recettes correspondantes ;
- De dire que s'agissant d'une occupation du domaine public, la société PHOTOMATON s'acquittera d'une redevance de 840 euros par an qui sera inscrite sur le budget de la Ville, CRB 40300 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette convention ;

Montpellier, le **30.10.2015**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Lorraine ACQUIER

Publiée le : **03.11.2015**

Arrêtés réglementaires

Novembre 2015

Direction de la Réglementation et
de la Tranquillité Publique

Cellule Prévention et Gestion des
Risques

Arrêté n° 2015/5049/T./R

**ACTIVATION DU PLAN COMMUNAL DE
SAUVEGARDE DE LA VILLE DE
MONTPELLIER**

Monsieur Le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire, ainsi que les articles L1424-8-1 et L724-1 suivants le code de la sécurité intérieure relatifs aux réserves communales de sécurité civile ;
- VU le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- VU le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal DGU/2006-1 du 04 janvier 2007 ;
- CONSIDERANT les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant de l'événement² : orages, pluies-inondations et vents violents attendus avec des précipitations de l'ordre 100-150 mm en cumul (pouvant aller 150-200 mm sur l'amont du bassin du Lez). Ce phénomène peut engendrer des débordements rapides de cours d'eau et du ruissellement pluvial important ainsi que des rafales de vent jusqu'à 100 km/h sur le territoire. Le département de l'Hérault a été placé vigilance orange par Météo France. Le risque local sur la commune est également en orange pour la période. Survenu(e) à³ partir de lundi 02/11 20h00 jusqu'au mardi 03/11 13h00 avec des passages orageux intenses durant la nuit, et plus particulièrement entre 06h00-08h00.
A⁴ l'ensemble de la commune de Montpellier
- CONSIDERANT l'urgence de la situation ;
- CONSIDERANT l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

¹ A compléter en concertation avec la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique

² Préciser la nature de l'accident, de la catastrophe, du sinistre, etc...

³ Préciser la date et l'heure

⁴ Indiquer le lieu précis

ARRÊTE

Article 1er

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour,
Le ⁵lundi 02/11 novembre 2015 à 16h30.

Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MONTPELLIER, Le 02/11/2015

Monsieur Le MAIRE

Philippe SAUREL

Publié le 04/11/2015.....

⁵ Préciser la date et l'heure

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Rue du Cheval Blanc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de travaux à la demande de la société DEBELEC ;

Arrête :

Article 1er :

Le **06 novembre 2015**, Rue du Cheval Blanc, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 11h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 novembre 2015

 Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 06 NOV. 2015

**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2320

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Maréchal de Castries**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de l'éclairage public à la demande des Services Techniques de la Ville de MONTPELLIER. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, selon les besoins des travaux, la circulation est interdite Rue Maréchal de Castries

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place Pierre Flotte, emprunte :

- la Rue Auguste Comte
- la Place Leroy-Beaulieu
- l'Avenue de Lodève
- la Rue Delmas
- le Boulevard des Arceaux
- la Rue Saint Louis

et se termine sur la Rue Baumès.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise mandatée par la Ville de MONTPELLIER.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de renouvellement de l'éclairage public, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

 Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 09 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Bernard Encontre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un vide grenier, à la demande de L'Association Comité de Quartier Chamberte ;

Arrête :

Article 1er :

Le **14 novembre 2015**, Place Bernard Encontre, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 17h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint/délégué



Luc ALBERNHE

0 6 NOV. 2015

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Felouque et Avenue du Professeur Louis Ravaz

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de FRANCE TELECOM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, la Rue de la Felouque est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, Avenue du Professeur Louis Ravaz, dans sa partie comprise entre la Rue Sainte Geneviève et la Rue Michel Teule, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FRANCE TELECOM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué


Marc AL BERNHE

Publié le :

0 6 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de repérage de câbles à la demande de CELESTE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, l'Avenue de la Pompignane au droit des chambres Orange est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CELESTE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

0 6 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Cétoines

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réfection du parking à la demande de la société SCCV VILLA VERMENTINO ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Rue des Cétoines, dans sa partie comprise entre la Rue Raoul Follereau et l'Avenue du Major Flandre au droit du numéro 74 sur 30 mètres de chaque côté, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015


Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

06 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue René Etiemble

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'entretien à la demande du Service Jardins et Espaces Naturels.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **30 novembre 2015** inclus, Rue René Etiemble du n°145 au n°127, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Service Jardins et Espaces Naturels.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué




Publié le :

0 6 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue des Moulins

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extension de branchement électrique à la demande d'ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 novembre 2015**, l'Avenue des Moulins, dans sa partie comprise entre la Route de Lodève et la Rue des Congrégations est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DEBELEC

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015


Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

0 6 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Georges Méliès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur l'espace arboré à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 novembre 2015** et jusqu'au **18 décembre 2015** inclus, la Rue Georges Méliès des deux côtés est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de UPEE7.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 OCT. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Georges Méliès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement électrique à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, Rue Georges Méliès au niveau du numéro 1039 sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Debelec.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 OCT. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Justice de Castelnau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de signalisation horizontale à la demande du Service Voirie.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 novembre 2015** et jusqu'au **06 novembre 2015** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau, dans sa partie comprise entre la Place de la Brigade Légère du Languedoc et l'Avenue du Major Flandre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
 - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de AXIMUM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 6 OCT. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Rigaud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande de DEMECO ;

Arrête :

Article 1er :

Le **09 novembre 2015**, Rue Rigaud sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux au droit du N°17, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

0 6 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Boulevard de Strasbourg

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande de SAS HAUSMANN ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **05 février 2016** inclus, Boulevard de Strasbourg sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux au droit du N°20, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**


Luc ALBERNHE

0 6 NOV. 2015

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Mathieu Laurens

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux à la demande de DEMECO ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 décembre 2015**, Rue Mathieu Laurens sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux au droit du N°2, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

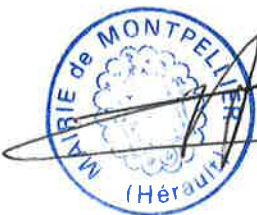
Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 novembre 2015

 **Monsieur l'Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 09 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

1 Rue Chaptal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du vendredi 23 octobre 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par PALUCH Eric, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Extension réseau.

Localisation : 1 Rue Chaptal.

Linéaire : 2 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le lundi 2 novembre 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Luc ALBERNHE

Publié le : 10 NOV. 2015
Notifié le :

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n°2015/5038/T/R

Abrogation de la délégation de signature consentie à Madame Estelle PONSOT

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu l'arrêté n°2014/1149/T/R du 7 avril 2014 donnant délégation de signature à Madame Estelle PONSOT;
- Vu la mise en retraite de l'agent ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Les délégations consenties à Madame Estelle PONSOT, sont abrogées à compter du 02 novembre 2015.

Article 2 :

Le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 03.11.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 04.11.2015
Notifié le :

1

Ville de
Montpellier



Secrétariat général -
Service de
l'Assemblée

BORDEREAU DE
NOTIFICATION



Dossier suivi par : Badia CHERIF
Poste : 2 72 78
Envoi Bordereau le : 03/11/2015

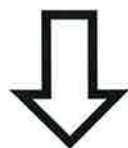
Arrêté municipal n° 2015/5038/T/R

2

Responsable
hiérarchique :

Madame Ghyslaine BACCHINI
Fonction : Responsable Service Etat-Civil

Visa (facultatif)

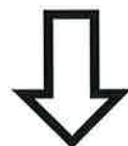


3

Agent concerné :

Madame Estelle PONSOT

Signature (obligatoire)



4

Retour Secrétariat
général - Service de
l'Assemblée

Retourner le bordereau signé dans les
plus brefs délais Selon l'article L2131-1 du CGCT,
les actes pris par les autorités communales sont exécutoires
de plein droit à leur notification aux intéressés.

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté n° 2015/5039/T/R

**Délégation de signature
Remplacement de Mme Titina DASYLVA
par M. Jean-Marc DI RUGGIERO du 2 au 23 novembre
2015 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-18-1, L 2122-21, L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu le Code des Marchés Publics ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2015/1978/T/R consenti par Monsieur le Maire à Madame Titina DASYLVA, 12^{ème} Adjointe au Maire déléguée à l'Enfance ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Considérant que Madame Titina DASYLVA, 12^{ème} Adjointe au Maire déléguée à l'Enfance, est absente du 02 au 23 novembre 2015 inclus.

Arrête :

Article 1^{er} :

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, 23^{ème} Adjoint au Maire, Officier d'état civil, reçoit délégation de signature à l'Enfance du 02 au 23 novembre 2015 inclus, comprenant :

- les Crèches (publiques, associatives, d'entreprise), haltes-garderies, aménagement des structures petite enfance ;
- le Développement d'une offre d'accueil diversifiée ;
- l'Education au goût.

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit ces délégations tant pour l'exercice des compétences propres de la commune que pour celles exécutées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 :

La délégation de signature à Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO inclut notamment, dans les domaines de compétences tels que définis par l'article 1^{er}, la signature de tous les actes relatifs aux procédures de passation et d'exécution de toutes les catégories de marchés publics.

Néanmoins, et toujours dans le domaine précisé à l'article 1^{er}, la délégation de signature à Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO n'inclut l'ouverture des enveloppes de marchés publics et l'enregistrement de leur contenu, tel que prévu par les articles 58, 61, 65 et 67 du code des marchés publics, qu'en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, 1^{er} Adjoint au Maire, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

Article 3 :

La délégation de signature à Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO inclut notamment la signature de tous marchés, contrats, concession d'aménagement, délégation de service public, conventions, documents administratifs ainsi que l'engagement de toutes dépenses relevant des domaines précisés à l'article 1^{er}.

Article 4 :

Dans le domaine défini à l'article 1^{er}, Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 modifiée.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3/11/2015
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 04/11/2015
Notifié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T684 du **15 avril 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la difficulté dans l'exécution des travaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 novembre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T684 du **15 avril 2015** sont prorogées jusqu'au **26 février 2016** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 OCT. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Pompignane

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de tranchée à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 novembre 2015** et jusqu'au **11 novembre 2015** inclus, l'Avenue de la Pompignane au droit de la rue des cormorans est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SCAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 3 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 6 OCT. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de stationnement des véhicules dans la voie précitée afin de permettre le bon démontage d'une enseigne à la demande de la société JolyPrint. ;

Arrête :

Article 1er :

Le **23 novembre 2015**, Boulevard Victor Hugo au droit de l'hôtel du Grand Midi, le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise JolyPrint.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 04 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

09 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pas du Loup

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose d'armoire, à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 décembre 2015** et jusqu'au **24 décembre 2015** inclus, la Rue du Pas du Loup, entre le n° 672 et le n° 971 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **14 décembre 2015** et jusqu'au **24 décembre 2015** inclus, Rue du Pas du Loup, entre le n° 672 et le n° 972, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 Novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 0 6 OCT. 2015



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2338

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Camille Flammarion,
Avenue de la Pompignane
et Rue de la Vieille Poste

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de chmabre à la demande de FREE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 novembre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, la Rue Camille Flammarion au niveau de l'intersection avec la rue de la Vielle Poste est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

À compter du **04 novembre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, Rue de la Vieille Poste au droit du numéro 115, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 3 :

À compter du **04 novembre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, Avenue de la Pompignane au niveau du 1182, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

06 OCT. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place de Fontjun

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement au réseau, à la demande de ERDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 décembre 2015** et jusqu'au **31 décembre 2015** inclus, la Place de Fontjun est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CSM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 Novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

0 6 OCT, 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Henri Becquerel, Avenue Albert Einstein, Rond-point Evariste Galois et Rue Alfred Nobel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'éclairage public à la demande de la DGU service éclairage public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, Rond-point Evariste Galois du côté droit, dans sa partie comprise entre l'Avenue Henri Becquerel et la Rue Alfred Nobel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale sur 20 mètres à l'avancement du chantier ;
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, la Rue Alfred Nobel du côté droit, dans sa partie comprise entre Rond-point Evariste Galois et l'Avenue Albert Einstein est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale sur 20 mètres à l'avancement du chantier ;
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 3 :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, l'Avenue Albert Einstein du côté gauche, dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Nobel et l'Avenue Henri Becquerel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale sur 20 mètres à l'avancement du chantier ;
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 4 :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, l'Avenue Henri Becquerel du côté droit, dans sa partie comprise entre l'Avenue Albert Einstein et Rond-point Evariste Galois est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale sur 20 mètres à l'avancement du chantier ;
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Cégélec.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 OCT. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Capitaine Pierre Pontal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'éclairage à la demande du service éclairage public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue du Capitaine Pierre Pontal en direction de l'avenue Pierre Mendès France
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de la Pompignane, emprunte :

- la Rue de la Vieille Poste
- la Rue Alfred Nobel
- Rond-point Evariste Galois

et se termine sur la bretelle d'entrée de l'avenue Pierre Mendès France vers le rond-point du Zénith.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise cegelec.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 6 OCT. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Etienne Mehul

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réseau EU, à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite Avenue Etienne Mehul, dans sa partie comprise entre la Rue de la Madeleine et l'Avenue du Colonel Pavelet

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Colonel Pavelet, emprunte :

- la Rue du Mas Nougier
- la Rue de la Madeleine

et se termine sur l'Avenue Etienne Mehul.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 Novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Croix du Capitaine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de création d'une ouverture, à la demande de MORIN TP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Avenue de la Croix du Capitaine, dans sa partie comprise entre la Rue de Font Couverte et la Rue du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **12 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Avenue de la Croix du Capitaine, dans sa partie comprise entre la Rue de Font Couverte et la Place du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise groupe MORIN EU.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 Novembre 2015


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Trinquat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est programmé des travaux de rénovation du réseaux ERDF souterrain sous chaussée, sur l'Avenue du Pont Trinquat ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de ces travaux, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **11 décembre 2015** inclus, l'Avenue du Pont Trinquat, dans sa partie comprise entre la Rue des Muscaris et l'Impasse des Acanthes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 à hauteur de l'atelier de travaux;
- le stationnement unilatéral permanent est interdit :
 - côté pair, entre le n° 482 et l'Impasse des Acanthes,
 - côté impair, à hauteur du passage inférieur sous l'Avenue Albert Dubout.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA, sous responsabilité d'ERDF, concessionnaire du réseau

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 04 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation alternée Rue de Centrayrargues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est programmé des travaux de rénovation du réseau ERDF souterrain sous chaussée de la Rue de Centrayrargues ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de ces travaux, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **04 décembre 2015** inclus, Rue de Centrayrargues, à hauteur du programme immobilier en cours de construction entre les n° 900 et 1100, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 à hauteur de l'atelmier de travaux.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise exécutant les travaux, sous responsabilité d'ERDF, concessionnaire du réseau

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 04 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

12 NOV. 2015



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - STADE DE REIMS ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 21 novembre 2015 MHSC - STADE DE REIMS
Le coup d'envoi du match sera donné à 20h00

Article 2 :

Le **21 novembre 2015**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Louisville et l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 3 :

Le **21 novembre 2015**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **21 novembre 2015**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **les jours de match.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **21 novembre 2015**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

- L'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **21 novembre 2015**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 7 :

Le **21 novembre 2015**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

Article 8 :

Le **21 novembre 2015**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 9 :

Le **21 novembre 2015**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 10 :

Le **21 novembre 2015**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

Article 12 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 13 :

Le **21 novembre 2015**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 14 :

Le **21 novembre 2015**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Article 15 :

Le **21 novembre 2015**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 12h30 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 17 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 18 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



MAIRIE de MONTPELLIER
Luc AUBERNHE
(Hérault)

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - GFC AJACCIO ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Mercredi 02 décembre 2015 MHSC - GFC AJACCIO
Le coup d'envoi du match sera donné à 19h00

Article 2 :

Le **02 décembre 2015**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Louisville et l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **de 11h30 à 19h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 11h30 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 3 :

Le **02 décembre 2015**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 11h30 à 19h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **02 décembre 2015**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **les jours de match.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **02 décembre 2015**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 11h30 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

- L'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 11h30 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **02 décembre 2015**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 11h30 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 7 :

Le **02 décembre 2015**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

Article 8 :

Le **02 décembre 2015**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 9 :

Le **02 décembre 2015**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 10 :

Le **02 décembre 2015**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

Article 12 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 13 :

Le **02 décembre 2015**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 14 :

Le **02 décembre 2015**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Article 15 :

Le **02 décembre 2015**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 11h30 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 17 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 18 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint/délégué



Publié le :

12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Clos Chivaud, Impasse Jeanne Galzy et Impasse Marc Sangnier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T2142 du **15 octobre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'abattage et plantation d'arbres à la demande du Service DPB ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 novembre 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T2142 du **15 octobre 2015** sont prorogées jusqu'au **18 décembre 2015** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015


Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

12 NOV. 2015

Publié le :

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2349

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Jean Cavaillès,
Avenue du Comté de Nice
et Avenue de Rome**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension de réseau à la demande de la CESML ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **29 février 2016** inclus, l'Avenue de Rome est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **29 février 2016** inclus, la Rue Jean Cavaillès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **29 février 2016** inclus, l'Avenue du Comté de Nice, dans sa partie comprise entre la Rue Jean Cavaillès et la Rue de Corse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les travaux sont autorisée devant le collège uniquement pendant les congés scolaires.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises ABE et EUROVIA

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 05 novembre 2015

Monsieur l'Adjoint délégué



The stamp is circular with the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the top and 'Hérault' at the bottom. In the center is a coat of arms. A signature in blue ink is written over the stamp, and the name 'Luc ALBERNHE' is printed in blue below the stamp.

Publié le :

12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue du Puits des Esquilles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux à la demande de la société Application Système Sols 34 ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 novembre 2015** et jusqu'au **13 novembre 2015** inclus, Rue du Puits des Esquilles au droit du numéro 18, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Application Système Sols 34.

Article 2 :

Le **23 novembre 2015**, Rue du Puits des Esquilles au droit du numéro 18, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 13h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Application Système Sols 34.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 05 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la réalisation d'un exercice de sécurité dans le tunnel de la Comédie à la demande de la DRTP et du service RTDO ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 décembre 2015** et jusqu'au **04 décembre 2015** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de police en fonction des travaux dans le tunnel.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 05 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

A blue circular official stamp of the Montpellier Métropole (Hérault) is visible. It features the text "MONTPELLIER" at the top and "MÉTROPOLITAIN (Hérault)" at the bottom. A blue ink signature, which appears to be "Luc ALBERNHE", is written across the stamp.

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue d'Argencourt

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de l'inauguration de la chaufferie à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **12 novembre 2015**, Rue d'Argencourt sur le parking Joffre au droit de la chaufferie, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules participant à l'inauguration.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la DRTP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 05 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Petit Saint Jean

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de suppression de branchement à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue du Petit Saint Jean entre la rue de la Fontaine et la rue du Four des Flammes

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Fontaine, emprunte :

- la Rue Roucher

et se termine sur la Rue Four des Flammes.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 05 novembre 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 1^{er} NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue d'Alco

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, la Rue d'Alco, dans sa partie comprise entre la Rue des Myrtes et l'Avenue de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Eric ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de l'Université

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de réparation de conduite à la demande de Orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, Rue de l'Université au droit du n° 22, le stationnement est interdit sauf pour l'entreprise effectuant les travaux.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Sogetrel.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 05 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Adam de Craponne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de suppression d'un branchement gaz à la demande de Grdf ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 novembre 2015** et jusqu'au **04 décembre 2015** inclus, Rue Adam de Craponne au droit du n°3, le stationnement est interdit sur trois emplacements.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 13 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marceau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **18 décembre 2015** inclus, la Rue Marceau, dans sa partie comprise entre le Boulevard du Jeu de Paume et la Rue Paul Brousse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par la Rue du Faubourg du Courreau et la Rue Paul Brousse.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel-Bec-Malet.


Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2360

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue du Faubourg du Courreau**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 1 septembre 2015, n°2015-T1726 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 novembre 2015** et jusqu'au **26 décembre 2015** inclus, Rue du Faubourg du Courreau, dans sa partie comprise entre la Rue Paul Brousse et le Boulevard Ledru-Rollin, le sens de circulation est inversé.

La circulation se fera dans le sens du Boulevard Ledru-Rollin vers la Rue Paul Brousse.

Article 2 :

À compter du **10 novembre 2015** et jusqu'au **26 décembre 2015** inclus, à l'intersection, de la Rue du Faubourg du Courreau et de la Rue Paul Brousse, les conducteurs circulant sur la Rue du Faubourg du Courreau depuis le Boulevard Ledru-Rollin sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2015-T1726 du **1 septembre 2015** est abrogé.


Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5:

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

 **Monsieur l'Adjoint délégué**

Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Balances

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T2238 du **23 octobre 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 novembre 2015**, Rue des Balances dans sa partie comprise entre la Rue Alexandre Cabanel et le Boulevard du Jeu de Paume, les dispositions de l'arrêté 2015-T2238 du **23 octobre 2015**, définies ci-dessous, sont prorogées jusqu'au **04 décembre 2015** inclus.

- La circulation est interdite ;
- La déviation des véhicules se fera par la Rue Saint Guilhem.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

12 NOV. 2015

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2362

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Ecole de Médecine**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 novembre 2015** et jusqu'au **07 décembre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Ecole de Médecine, dans sa partie comprise entre le Boulevard Henri IV et la Rue Béchamp

Article 2 :

L'accès des véhicules à l'aire piétonne se fera par la borne située Place des Martyrs de la Résistance, en empruntant l'itinéraire de déviation suivant :

-Boulevard Henri IV, Rue la Blottière, Rue Foch et Place des Martyrs de la Résistance.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

**Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le :

13 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de remise à la côte de chambre FT à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, l'Avenue de Monsieur Teste, dans sa partie comprise entre la Rue Gustave Eiffel et la Rue du Pont de Lavérune est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **10 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, la Rue du Pont de Lavérune, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Monsieur Teste et l'Avenue de la Colline est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **10 novembre 2015** et jusqu'au **27 novembre 2015** inclus, la Rue de la Figairasse, dans sa partie comprise entre Rond-point de l'Armée des Alpes et la Rue des Renoncles est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Télécom

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE



Publié le :

12 NOV. 2015

Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2364

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Barthez**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Barthez
Ces dispositions sont applicables **de 21h30 à 6h00.**

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par la Rue du Carré du Roi, la Rue Richer de Belleval et la Rue Pitot.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel-Bec-Malet.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Cléophas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose d'armoire, à la demande de France Télécom ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 novembre 2015** et jusqu'au **12 décembre 2015** inclus, la Rue Saint Cléophas, entre le n° 34 et le n° 42 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 Novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le :

12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Emile Jeanbrau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de contrôle de structure de la chaussée à la demande du Bureau d'Etude de la DGU. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, l'Avenue du Professeur Emile Jeanbrau de la Place Bob Marley au n°532 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FONDASOL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

12 NOV. 2015



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2369

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Saint Antoine
et Rue de Metz

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux d'approvisionnement du chantier situé au 21 Rue Saint Antoine à la demande de Mr Floris Pierre-Jean ;

Arrête :

Article 1er :

Le **17 novembre 2015**, la Rue Saint Antoine dans sa partie comprise entre la Rue de Metz et la Rue du Nord est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- Le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite ;
La déviation des véhicules se fera par la Rue Saint Blaise ou la Rue Saint Etienne.

Article 2 :

Le **17 novembre 2015**, Rue de Metz, face au n°9, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pic Saint Loup

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de SOGETREL.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, l'Avenue du Pic Saint Loup, dans sa partie comprise entre Carrefour Hubert Dubedout et la Rue Maurice et Katia Krafft est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

12 NOV. 2015



**Direction du
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T2373

**Arrêté temporaire
Neutralisation de voie
et limitation de vitesse
Avenue de Palavas**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'exécuter des travaux de réparation sur le couronnement de deux chambres Télécom sous chaussée, en rive de droite de l'Avenue de Palavas, sens entrant ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, Avenue de Palavas, sens entrant, la voie de droite est interdite à la circulation générale à hauteur de l'atelier de travaux, sur les deux points particuliers suivants :

- en bordure du franchissement de la ligne de tramway,
- à l'angle du dépôt de l'agence "Rent a car".

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

À compter du **09 novembre 2015** et jusqu'au **20 novembre 2015** inclus, Avenue de Palavas, sens entrant, la vitesse est limité à 30 km/h à hauteur de l'atelier de travaux, sur les deux points particuliers suivants :

- en bordure du franchissement de la ligne de tramway,
- à l'angle du dépôt de l'agence "Rent a car".

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA, sous responsabilité du gestionnaire du réseau concerné

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 05 novembre 2015

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le : 12 NOV. 2015

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

60 Route de Lodève, 38 Rue Lejzer Zamenhof

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du jeudi 5 novembre 2015, par laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représenté par AYRAULT Pascal, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole

Article 1 - Permission de voirie.

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

Article 2 - Nature et localisation des installations.

Nature : Extension réseau.

Localisation : 60 Route de Lodève, 38 Rue Leizer Zamenhof.

Linéaire : 24 mètres. – PMZ 9884

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

Article 3 - Réalisation des ouvrages

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

Article 4 – Partage des installations.

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

Article 5 - Responsabilité.

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

Article 7 - Interventions d'urgence.

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

Article 8 - Recolement.

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de recolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200^{ème}, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

Article 10 - Règlement des litiges.

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

Article 11 - Exécution.

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le jeudi 5 novembre 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**

16 NOV. 2015

Luc ALBERNHE



Publié le :

Notifié le :